

Fonds de réserve pour les retraites et énergies fossiles :

Des investissements aux dépens des générations futures ?

Observatoire des multinationales
350.org

Février 2015

Principales conclusions

* Il existe un large consensus pour considérer que le réchauffement global doit être maintenu **en dessous du seuil critique de 2°C** si l'on veut préserver une planète vivable et éviter les impacts les plus destructeurs du changement climatique. Ce qui implique de renoncer à exploiter la majeure partie des réserves d'énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) encore présentes dans le sous-sol.

* Constatant l'impuissance des dirigeants politiques et la mauvaise volonté des acteurs économiques, un vaste mouvement citoyen s'est créé au niveau mondial pour appeler **les investisseurs institutionnels à se désinvestir des entreprises actives dans le secteur des énergies fossiles**. Des dizaines d'universités, de collectivités locales et d'autres institutions ont déjà répondu à cet appel. Des milliers de particuliers se sont également joints au mouvement.

* En France, le Fonds de réserve pour les retraites (FRR) est un fonds d'investissement public mis en place pour assurer la pérennité du régime de retraites. Selon les derniers chiffres publiés (en date du 31 décembre 2013), le FRR détient des investissements directs dans **60 des 100 premières entreprises mondiales du secteur pétrolier et gazier**, et dans **21 des 100 premières entreprises mondiales de charbon**. Ces investissements représentent 523 227 084 euros en actions (6,31% du portefeuille actions) et 399 713 189 euros en obligations (2,09% du portefeuille obligations), soit **922 940 273 euros au total**. Ces entreprises ont des réserves cumulées équivalentes à **plus de 194 milliards de tonnes de CO2**.

* Les entreprises dans lesquelles le Fonds de réserve des retraites est le plus investi sont **Total, ENI, Glencore, GDF Suez, ExxonMobil, BHP Billiton, Rio Tinto, BASF, Repsol et Shell**, pour ce qui est de la production d'hydrocarbures proprement dite. À travers ses investissements dans ces entreprises, le FRR contribue à des activités extrêmement controversées et polluantes, comme les **sables bitumineux canadiens**, l'exploration pétrolière en **Arctique**, les **gaz et pétroles de schiste**, le développement du **charbon en Australie**, l'**offshore profond**, ou encore l'extraction pétrolière en **Amazonie**.

* Dans le secteur des **énergies fossiles au sens large** (incluant l'extraction, les parapétrolières, le transport et stockage et la génération d'électricité à partir de sources fossiles), le Fonds de réserve pour les retraites a placé en tout **2,137 milliards d'euros dans 264 entreprises** : 962 479 033 euros en actions (11,6% du portefeuille actions) et 1 174 159 142 euros en obligations (6,1% du portefeuille). Ceci inclut 334 776 426 euros en actions et 694 014 381 euros en obligations, soit **au total 1,029**

milliards d'euros, rien que pour le secteur du charbon (mines et centrales). Et ce chiffre ne tient pas compte des participations indirectes du FRR ni des secteurs économiques gros consommateurs d'hydrocarbures comme le ciment, la sidérurgie ou la pétrochimie.

* Le Fonds de réserve pour les retraites a mis en place des politiques d'investissement responsable, y compris en termes de « décarbonisation » de ses placements, mais ces initiatives ne semblent rien changer à la composition de son portefeuille. Les grandes entreprises pétrolières comme Chevron ou ExxonMobil occupent encore une place importante même dans la partie « responsable » et « décarbonée » du portefeuille du FRR.

* Au-delà du climat et des énergies fossiles, le portefeuille du Fonds de réserve pour les retraites accorde une large place à des secteurs controversés comme **le tabac, les industries d'armement, l'huile de palme ou encore les casinos**. Son portefeuille comporte des investissements important dans des **entreprises parmi les plus controversées** pour leur impact social et environnemental.

Investissements du Fonds de réserve pour les retraites dans les énergies fossiles

Les dernières informations publiées par le Fonds de réserve pour les retraites (FRR) sur la composition de son portefeuille et sa valeur boursière sont en date du 31 décembre 2013. Ce portefeuille comprenait alors environ 8,28 milliards d'euros en actions, 19,14 milliards d'euros en obligations, 5,33 milliards d'euros en OPCVM, et divers autres placements, pour une valeur boursière de près de 33,9 milliards d'euros au total. Tous les chiffres donnés dans ce rapport, y compris dans les tableaux, sont donc à entendre en date du 31 décembre 2013.

Nous n'examinons ici que les investissements directs en actions et en obligations, en attribuant aux sociétés mères les investissements du FRR dans des filiales ou dans des entreprises rachetées entre-temps.

Les 200 principales entreprises du secteur des énergies fossiles

L'organisation Fossil Free Indexes publie annuellement, sous le titre « *The Carbon Underground* », une liste des 200 entreprises détenant les plus importantes réserves potentielles de carbone (100 pour le pétrole et le gaz, 100 pour le charbon)¹. Ces entreprises constituent la cible principale du mouvement global de désinvestissement des énergies fossiles.

L'examen du portefeuille du Fonds de réserve pour les retraites montre qu'il détient des participations directes (actions et/ou obligations) dans **60 des 100 premières entreprises mondiales du secteur pétrolier et gazier**, et dans **21 des 100 premières entreprises mondiales de charbon**². Ces entreprises ont des réserves cumulées équivalentes à **plus de 194 milliards de tonnes de CO2**.

Ces investissements représentent 523 227 084 euros en actions (6,31% du portefeuille actions) et 399 713 189 euros en obligations (2,09% du portefeuille obligations), soit **922 940 273 euros au total**.

Les entreprises dans lesquelles le Fonds de réserve des retraites investit le plus sont Total, ENI, Glencore, GDF Suez, ExxonMobil, BHP Billiton, Rio Tinto, BASF, Repsol et Shell. Voir ci-dessous le tableau complet.

¹ Voir : <http://fossilfreeindexes.com/the-carbon-underground-2014/>

² Les entreprises dans lesquelles le FRR n'est pas présent sont surtout les entreprises chinoises, russes ou indiennes, lesquelles occupent une place plus importante dans le secteur du charbon.

Entreprise	Secteur	Actions (en euros)	Obligations (en euros)	Total actifs (en euros)
AGL ENERGY	Charbon	1 231 695		1 231 695
ANADARKO	Pétrole/gaz	10 856 231	7 300 555	18 156 786
ANGLO AMERICAN	Charbon		7 121 844	7 121 844
APACHE	Pétrole/gaz	2 710 113	8 280 456	10 990 569
AQUILA RESOURCES	Charbon	58 039		58 039
ARC RESOURCES	Pétrole/gaz	400 636		400 636
ARCELORMITTAL	Charbon	10 384 197		10 384 197
BASF	Pétrole/gaz	39 721 916		39 721 916
BG GROUP	Pétrole/gaz	15 359 920	7 986 590	23 346 510
BHP BILLITON	Pétrole/gaz et Charbon	23 914 323	17 049 305	40 963 628
BP	Pétrole/gaz	7 087 935	4 240 156	11 328 091
CABOT OIL AND GAS	Pétrole/gaz	663 131		663 131
CANADIAN NATU.RES.	Pétrole/gaz	703 457	8 932 460	9 635 917
CANADIAN OIL SANDS	Pétrole/gaz	371 269		371 269
CENOVUS ENERGY	Pétrole/gaz	459 452	3 916 426	4 375 878
CHESAPEAKE ENERGY	Pétrole/gaz	845 419		845 419
CHEVRON	Pétrole/gaz	6 179 777	1 515 374	7 695 151
CIMAREX ENERGY	Pétrole/gaz	429 949		429 949
CLP HOLDINGS	Charbon	2 027 410		2 027 410
CNOOC	Pétrole/gaz		2 427 277	2 427 277
COALSPUR MINES	Charbon	12 291		12 291
CONCHO RESOURCES	Pétrole/gaz	475 140		475 140
CONOCOPHILLIPS	Pétrole/gaz	2 104 836	12 526 320	14 631 156
CONSOL ENERGY	Pétrole/gaz	850 772		850 772
CONTINENTAL RESOURCES	Pétrole/gaz	694 523		694 523
CRESCENT POINT	Pétrole/gaz	336 694		336 694
DENBURY RESOURCES	Pétrole/gaz	358 648		358 648
DEVON ENERGY	Pétrole/gaz	808 993	4 319 482	5 128 475
ENCANA	Pétrole/gaz	463 160	1 610 492	2 073 652
ENI	Pétrole/gaz	28 786 153	42 983 674	71 769 827
EOG RESOURCES	Pétrole/gaz	19 209 939	927 739	20 137 678
EXXON MOBIL	Pétrole/gaz	44 002 721		44 002 721
FIRST ENERGY	Charbon	3 870 979	5 157 007	9 027 986
FREEPORT	Pétrole/gaz	1 236 390	26 079 629	27 316 019
GAZPROM	Pétrole/gaz		4 263 589	4 263 589
GDF SUEZ	Pétrole/gaz	31 381 411	14 907 379	46 288 790
GLENORE	Charbon	8 829 396	41 029 548	49 858 944

HESS	Pétrole/gaz	773 137	11 906 652	12 679 789
HUSKY ENERGY	Pétrole/gaz	215 705		215 705
INPEX	Pétrole/gaz	3 272 504		3 272 504
ITOCHU	Charbon	1 450 309		1 450 309
LUKOIL	Pétrole/gaz		1 598 644	1 598 644
MARATHON OIL	Pétrole/gaz	7 424 503	7 241 878	14 666 381
MEG ENERGY	Pétrole/gaz	160 404		160 404
MITSUBISHI	Charbon	1 855 033		1 855 033
MITSUI	Pétrole/gaz et Charbon	5 912 397		5 912 397
MONGOLIAN MINING	Charbon	13 647		13 647
MURPHY OIL	Pétrole/gaz	593 945		593 945
NEWFIELD	Pétrole/gaz	127 949		127 949
NOBLE ENERGY	Pétrole/gaz	951 138	8 865 426	9 816 564
OCCIDENTAL PETROLEUM	Pétrole/gaz	21 284 000	1 201 127	22 485 127
OIL SEARCH	Pétrole/gaz	1 376 678		1 376 678
OMV	Pétrole/gaz	5 891 443	3 409 211	9 300 654
PACIFIC RUBIALES	Pétrole/gaz	240 942		240 942
PEABODY ENERGY	Charbon	241 280		241 280
PENN WEST	Pétrole/gaz	123 891		123 891
PETROBRAS	Pétrole/gaz		3 262 985	3 262 985
PETROLIERE IMPERIALE / IMPERIAL OIL	Pétrole/gaz	273 266		273 266
PIONEER NATURAL RESOURCES	Pétrole/gaz	669 273	2 244 935	2 914 208
PREMIER OIL	Pétrole/gaz	565 385		565 385
QEP RESOURCES	Pétrole/gaz	249 244		249 244
RANGE RESOURCES	Pétrole/gaz	703 776		703 776
REPSOL	Pétrole/gaz	10 575 715	21 709 627	32 285 342
RIO TINTO		14 066 992	27 152 721	41 219 713
ROYAL DUTCH SHELL	Pétrole/gaz	23 647 581	5 523 597	29 171 178
RWE	Pétrole/gaz et Charbon	8 904 960	10 673 716	19 578 676
SOUTHWESTERN ENERGY	Pétrole/gaz	852 079	3 429 240	4 281 319
STATOIL	Pétrole/gaz	8 952 477	11 556 225	20 508 702
SUNCOR	Pétrole/gaz	7 228 587	8 022 416	15 251 003
TALISMAN ENERGY	Pétrole/gaz	317 580		317 580
TECK RESOURCES	Charbon	237 699	9 585 534	9 823 233
TOTAL	Pétrole/gaz	115 646 05 8	15 048 248	130 694 306
ULTRA PETROLEUM	Pétrole/gaz	249 574		249 574
VALE	Charbon		5 736 538	5 736 538
WESFARMERS	Charbon	7 456 033	18 969 167	26 425 200
WHITEHAVEN COAL	Charbon	167 114		167 114
WOODSIDE PETROLEUM	Pétrole/gaz	3 574 522		3 574 522
WPX ENERGY	Pétrole/gaz	153 349		153 349

Investissements dans les énergies fossiles au sens large

Le secteur des énergies fossiles ne se réduit pas aux principaux détenteurs de réserves de carbone sous la forme de pétrole, de gaz ou de charbon. Il inclut aussi les autres entreprises impliquées dans l'exploration et l'extraction d'hydrocarbures, les entreprises qui génèrent une proportion significative de leur électricité à partir de sources fossiles, ainsi que les parapétrolières (firmes de services au secteur pétrolier, gazier ou charbonnier) et les entreprises « *midstream* » (opérateurs de terminaux, d'oléoducs et gazoducs, de terminaux, de stockage, etc.).

En additionnant les investissements dans toutes les entreprises que nous avons pu identifier comme relevant de l'une ou l'autre de ces catégories, **le Fonds de réserve pour les retraites a placé en tout 2,137 milliards d'euros dans 264 entreprises impliquées dans les énergies fossiles au sens large** : 962 479 033 euros en actions (11,6% du portefeuille actions) et 1 174 159 142 euros en obligations (6,1% du portefeuille).

Ceci inclut 334 776 426 euros en actions et 694 014 381 euros en obligations, soit **au total 1,029 milliards d'euros, rien que pour le secteur du charbon** (mines et centrales).

Le tableau ci-dessous détaille les 25 investissements les plus importants du Fonds de réserve des retraites dans le secteur des énergies fossiles au sens large.

	Entreprise	Secteur	Actions	Oblig.	Total actifs
1	TOTAL	Pétrole/gaz	115 646 058	15 048 248	130 694 306
2	ENEL ENDESA	Génération	16 807 848	69 936 399	86 744 247
3	ENI	Pétrole/gaz	28 786 153	42 983 674	71 769 827
4	IBERDROLA	Génération	13 255 998	38 916 933	52 172 931
5	GLENCORE	Charbon	8 829 396	41 029 548	49 858 944
6	GAS NATURAL	Génération, Midstream	6 014 967	42 795 694	48 810 661
7	EDF	Génération	11 182 556	37 318 916	48 501 472
8	SCOTT. SOUTH. ELECTRIC.	Génération, Pétrole/gaz, Midstream	8 842 724	38 252 809	47 095 533
9	GDF SUEZ	Pétrole/gaz, Génération	31 381 411	14 907 379	46 288 790
10	SIEMENS	Génération	44 297 339		44 297 339
11	EXXON MOBIL	Pétrole/gaz	44 002 721		44 002 721
12	RIO TINTO	Charbon	14 066 992	27 152 721	41 219 713
13	BHP BILLITON	Pétrole/gaz, charbon	23 914 323	17 049 305	40 963 628
14	GENERAL ELECTRIC	Génération	11 602 902	28 723 047	40 325 949

15	BASF	Pétrole/gaz	39 721 916		39 721 916
16	PEMEX	Pétrole/gaz		33 131 881	33 131 881
17	REPSOL	Pétrole/gaz	10 575 715	21 709 627	32 285 342
18	KINDER MORGAN	Parapétrolière	5 168 582	25 560 702	30 729 284
19	DUKE ENERGY	Génération	5 892 870	24 638 566	30 531 436
20	ROYAL DUTCH SHELL	Pétrole/gaz	23 647 581	5 523 597	29 171 178
21	SOUTHERN COMPANY	Génération	4 832 327	22 697 536	27 529 863
22	FREEPORT	Pétrole/gaz	1 236 390	26 079 629	27 316 019
23	WESFARMERS	Charbon	7 456 033	18 969 167	26 425 200
24	E.ON	Génération, Pétrole/gaz	14 620 418	8 815 967	23 436 385
25	BG GROUP	Pétrole/gaz	15 359 920	7 986 690	23 346 610

Ces chiffres excluent les opérateurs de réseaux d'électricité et de gaz ainsi que les distributeurs « purs » de gaz et d'électricité, sauf s'ils sont investis par ailleurs dans l'extraction ou la combustion d'énergies fossiles. Les entreprises actives dans le gaz naturel liquéfié (GNL) sont incluses.

Ces montants **augmenteraient encore significativement** si l'on tenait compte des entreprises de fret ayant une activité importante mais non exclusive de transport de charbon ou de pétrole, ainsi que d'autres secteurs gros consommateurs d'énergies fossiles, comme le ciment, la sidérurgie ou la pétrochimie.

Ces chiffres excluent également les investissements indirects via des banques, des institutions financières ou d'autres entreprises, qui peuvent représenter une exposition substantielle aux énergies fossiles. À titre d'exemple, **le Fonds de réserve pour les retraites détient des investissements de plusieurs millions d'euros dans 16 des 20 principales banques impliquées dans le secteur du charbon au niveau mondial**, selon la liste établie par le site Coal Banks³. De même, les OPCVM inscrits au portefeuille du FRR incluent souvent des participations dans le secteur des énergies fossiles.

³ <http://www.coalbanks.org/#score>. Les quatre banques non présentes sont les banques chinoises.

Quelques cas emblématiques

*** Total (130 694 306 euros d'investissements directs du FRR)**

Entreprise pétrolière et gazière française, elle fait partie des six « supermajors » du secteur. Elle est impliquée dans des activités controversées ou particulièrement polluantes comme les sables bitumineux ou le gaz de schiste. L'entreprise a été au centre de plusieurs scandales de corruption, et ses relations avec des régimes dictatoriaux en Birmanie, en Irak en Libye ou en Afrique subsaharienne ont été régulièrement dénoncées. En France, son nom est lié à la marée noire de l'Erika, ainsi qu'à l'explosion de l'usine AZF à Toulouse. Total est active dans les lobbies visant à promouvoir le gaz (y compris le gaz de schiste) comme source d'énergie « moins polluante » que les autres hydrocarbures, comme alternative à une véritable transition énergétique. Ses réserves potentielles sont estimées à 3,813 gigatonnes de CO₂.

*** Chevron (7 695 151 euros)**

Autre major pétrolière, Chevron est une entreprise californienne qui a été mise en cause dans de nombreuses affaires de pollution aux États-Unis et ailleurs (Angola, Brésil, Nigeria), ainsi que dans des atteintes aux droits humains. Son implication dans le gaz de schiste en Europe (Pologne, Ukraine, Roumanie) et en Argentine a fait l'objet d'importantes controverses. Chevron est également au centre d'une bataille juridique internationale l'opposant à des communautés de l'Amazonie équatorienne, qui dénoncent son refus de dépolluer la zone et d'indemniser les victimes. Condamnée par la justice équatorienne à verser plusieurs milliards de dollars de compensation, Chevron refuse de se soumettre à la sentence. Selon une étude relayée par le *Guardian*⁴, l'entreprise est à elle seule responsable de 3,52% des émissions de gaz à effet de serre depuis 1750. Ses réserves potentielles sont estimées à 4,137 gigatonnes de CO₂. Chevron a reçu en janvier 2015 le prix de la « pire entreprise de tous les temps » décerné pour la dernière édition des Public Eye Awards.

*** Glencore (49 858 944 euros)**

Fondée par le négociant en matières premières Marc Rich, cette firme basée dans le canton de Zoug en Suisse s'est rapidement étendue à coup d'acquisitions et possède aujourd'hui d'importants actifs dans le secteur du charbon, représentant 10,453

⁴ <http://www.theguardian.com/environment/2013/nov/20/90-companies-man-made-global-warming-emissions-climate-change>

gigatonnes de CO2. Peu connue du grand public, c'est l'une des entreprises les plus controversées au monde, à la fois pour ses pratiques fiscales, pour ses pollutions et pour les violations des droits humains occasionnées par ses activités.

*** Rio Tinto (41 219 713 euros)**

Ce groupe minier anglo-australien compte le charbon parmi ses domaines d'activités (avec des réserves estimées à 4,338 gigatonnes de CO2), aux côtés du fer, de l'uranium et d'autres métaux. Le groupe a été régulièrement dénoncé pour l'impact environnemental de ses activités, qui ont conduit le fonds de pension du gouvernement norvégien à l'inscrire sur sa liste noire. Il a été mêlé à plusieurs cas de répression de militants locaux, et à des atteintes graves aux droits humains en Indonésie et en Papouasie Nouvelle-Guinée. Il se fait également régulièrement remarquer pour ses pratiques anti-syndicales.

*** Shell (29 171 178 euros)**

Firme pétrolière et gazière anglo-néerlandaise, Shell est l'une des majors historiques du secteur. Elle s'est trouvée au centre de plusieurs scandales et controverses, notamment du fait de ses investissements dans les sables bitumineux canadiens, de ses projets de prospection pétrolière en Arctique, et pour sa promotion du gaz de schiste dans tous les continents. Shell est également la cible de plusieurs procédures judiciaires internationales pour ses activités au Nigeria ; elle est accusée d'avoir occasionné d'importantes pollutions pétrolières et de refuser d'y porter remède, ainsi que d'avoir joué un rôle dans la mort de plusieurs militants, dont le poète et activiste Ken Saro-Wiwa. Ses réserves potentielles sont estimées à 4,473 gigatonnes de CO2.

*** Halliburton (13 897 939 euros)**

Halliburton est l'une des plus importantes firmes parapétrolières mondiales. Elle a attiré l'attention du grand public au moment de la guerre d'Irak de 2003, le vice-président des États-Unis et l'un des principaux inspirateurs de cette guerre, Dick Cheney, ayant été PDG de Halliburton jusqu'en 2000. Halliburton aurait dégagé plusieurs dizaines de milliards de profits de l'occupation américaine en Irak. La firme est également impliquée dans plusieurs affaires de corruption et d'accidents environnementaux, dont la marée noire du Golfe du Mexique de 2010. Halliburton a accepté de payer 1,1 milliard de dollars pour mettre fin aux poursuites relatives à cette marée noire, et a avoué avoir délibérément détruit certaines preuves pour les cacher à la justice américaine.

*** TransCanada (15 689 432 euros)**

Entreprise *midstream* canadienne basée à Calgary, elle détient plusieurs milliers de kilomètres d'oléoducs et de gazoducs en Amérique du Nord. Elle porte aujourd'hui les projets d'oléoduc Keystone XL et Énergie Est, au centre d'une intense bataille politique aux États-Unis et au Québec respectivement. Les deux projets visent à

transporter le pétrole issu des sables bitumineux de l'Alberta vers les marchés européen et américain. TransCanada possède également des centrales électriques au charbon et au gaz.

*** Duke Energy (30 531 436 euros)**

Duke Energy est l'une des plus grosses entreprises électriques américaines, présente dans plusieurs États du Midwest et du Sud-est du pays, ainsi qu'au Canada et au Brésil. Aux États-Unis, Duke opère plus d'une vingtaine de centrales électriques au charbon, et autant de centrales au gaz et au fioul, à quoi s'ajoutent plusieurs centrales nucléaires. Elle est au second rang des plus gros émetteurs de CO₂ parmi les firmes électriques américaines. Son usage intensif du charbon a été illustré début 2014 par un déversement de cendre de charbon dans la rivière Dan, en Caroline du Nord, l'un des plus importants de l'histoire des États-Unis. Aujourd'hui, Duke Energy se tourne vers le gaz et prévoit d'investir pour son propre compte dans l'extraction de gaz de schiste.

*** RWE (19 578 676 euros)**

RWE est la deuxième entreprise énergétique allemande après E.on. L'essentiel de sa production électrique provient du charbon. Le groupe est également présent dans la génération d'électricité au Royaume-Uni. RWE a également des activités de prospection et d'extraction de gaz, pétrole et charbon et est l'une des seules entreprises à figurer à la fois dans les 100 premières firmes de pétrole et gaz et dans les 100 premières firmes de charbon en termes de réserves potentielles, équivalentes respectivement à 0,148 et 1,943 gigatonnes de CO₂.

*** GDF Suez (46 288 790 euros)**

L'entreprise issue de la fusion de Suez et de Gaz de France est active à la fois dans l'extraction de pétrole et gaz (avec des réserves potentielles estimées à 0,162 gigatonnes) et de charbon, et dans la génération d'électricité, avec des centrales au gaz et au charbon dans plusieurs pays d'Europe et du reste du monde. GDF Suez est très active dans les lobbies européens du gaz, à travers la promotion du gaz de schiste et des grandes infrastructures gazières (gazoducs, GNL) aux dépens des énergies renouvelables.

*** Marathon Oil (14 666 381 euros)**

Marathon Oil est une firme pétrolière et gazière texane active aux États-Unis ainsi que dans plusieurs pays étrangers. Elle est présente également dans le secteur des gaz de schiste aux États-Unis et dans celui des sables bitumineux canadiens. Une de ses raffineries, située à Detroit, utilisée pour transformer le pétrole des sables bitumineux, a occasionné d'importantes pollutions dans la ville. Ses réserves sont estimées à 0,624 gigatonnes de CO₂.

*** Suncor (15 251 003 euros)**

Suncor est une entreprise pétrolière canadienne spécialisée dans les sables bitumineux, dont elle est l'un des premiers producteurs. Elle est à ce titre l'un des principaux émetteurs de gaz à effet de serre du Canada. Elle a été impliquée dans de nombreuses affaires de pollution. Ses réserves potentielles sont estimées à 0,636 gigatonnes de CO₂.

*** Mitsui (5 912 397 euros)**

L'un des principaux conglomérats japonais, Mitsui est actif dans de nombreux secteurs d'activité. L'entreprise figure à la fois dans les 100 premières firmes de pétrole et gaz et dans les 100 premières firmes de charbon en termes de réserves potentielles, équivalentes respectivement à 0,142 et 1,366 gigatonnes de CO₂.

*** Gazprom (4 263 589 euros)**

Compagnie gazière très proche de l'État russe, qui y détient une part majoritaire. Principal producteur mondial de gaz, elle est la compagnie détenant les plus importantes réserves potentielles globales de pétrole et gaz, avec 43,54 gigatonnes estimées. Elle est notamment mise en cause pour ses projets de prospection dans l'Arctique russe, ainsi que pour ses jeux d'influence en Europe de l'Est.

*** Pacific Rubiales (240 942 euros)**

Entreprise pétrolière canadienne fondée par des émigrés vénézuéliens, Pacific Rubiales est active dans plusieurs concessions pétrolières en Amazonie, notamment en Colombie et au Pérou. Elle y est accusée d'innombrables méfaits, parmi lesquels des atteintes aux droits des travailleurs et des pratiques antisyndicales, la répression violente de militants ou de journalistes, l'accaparement de territoires indigènes (parfois des tribus en isolement volontaire) et de multiples faits de pollution. Ses réserves sont estimées à 0,132 gigatonnes.

Le Fonds de réserve des retraites et ses politiques d'investissement

Le Fonds de réserve pour les retraites a été créé par le gouvernement de Lionel Jospin afin de « constituer des réserves destinées à contribuer à la pérennité des régimes de retraite ». Ce fonds d'investissement – parfois considéré comme un mini-fonds souverain - devait aider à faire face aux difficultés à venir de financement de l'assurance-retraite par répartition durant le pic du « papy boom ». Formellement mis en place en 2001, il est hébergé par la Caisse des dépôts et consignations, qui en assure la gestion administrative.

Origine et usage des fonds

Le Fonds de réserve pour les retraites devait être abondé à la fois par des apports ponctuels (une partie de l'argent dégagé par les privatisations et autres cessions d'actifs publics, les fonds dégagés par la vente de la quatrième licence UMTS) et par des recettes récurrentes (une partie des prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine et de placement)⁵. Néanmoins, une bonne partie de ces recettes ne s'est pas matérialisée, et les actifs du Fonds de réserve pour les retraites n'ont donc jamais atteint le niveau envisagé initialement (150 milliards d'euros).

Initialement, les sommes gérées par le Fonds de réserve pour les retraites ne devaient pas être utilisées avant 2020. La réforme des retraites de 2010-2011 a considérablement rapproché cette échéance, puisque désormais le FRR doit verser chaque année, entre 2011 et 2024, la somme de 2,1 milliards d'euros à la Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES), plus un versement unique à la Caisse nationale d'assurance vieillesse en 2020 pour les industries électriques et gazières. Cette réforme a été considérée par beaucoup d'observateurs comme portant atteinte à la raison d'être même du FRR, puisque ses réserves seront utilisées pour une large part avant le pic démographique.

Gouvernance

Le *Directoire* du Fonds de réserve pour les retraites est présidé par le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, Pierre-René Lemas. Il comprend

⁵ Le gouvernement Jospin avait aussi envisagé de l'abonder via – déjà - un taxe sur les transactions boursières, laquelle n'a pas vu le jour.

deux autres membres, Olivier Rousseau (haut fonctionnaire à la Direction du Trésor et ancien de BNP Paribas) et Yves Chevalier (Secrétariat général du gouvernement).

Son *Conseil de surveillance*, présidé par le sénateur UMP Alain Vasselle, regroupe des représentants de l'Assemblée nationale et du Sénat, des représentants des cinq organisations syndicales représentatives, des représentants des employeurs, des représentants des ministères de tutelle (Sécurité sociale, Économie et finances, Budget), ainsi qu'une personnalité qualifiée, en l'occurrence Jean-Louis Beffa, ancien PDG de Saint-Gobain⁶.

Le Fonds de réserve pour les retraites confie la gestion de ses actifs à des prestataires extérieurs, à travers des mandats qui sont renouvelés périodiquement. Parmi ces prestataires, dont la liste est donnée dans le rapport annuel du FRR⁷, on retrouve les filiales de gestion d'actifs de la plupart des grandes banques et compagnies d'assurance françaises, européennes et américaines : Amundi, BNP Paribas Asset Management, AXA Private Equity, Natixis Asset Management, BlackRock, Deutsche Bank, State Street, etc. Le directoire est assisté, pour choisir les sociétés chargées de gérer ses investissements, d'un *Comité de sélection des gérants* présidé par Olivier Rousseau et qui regroupe quatre personnalités qualifiées, issues du monde de la finance privée⁸.

Politique d'investissement

Investisseur de long terme par vocation, le Fonds de réserve pour les retraites souscrit à diverses initiatives internationales visant à promouvoir un « investissement socialement responsable », notamment les Principes pour l'investissement responsable mis en place sous l'égide des Nations Unies. Le Fonds de réserve pour les retraites a adopté en 2013 une nouvelle stratégie d'investissement responsable.

Concrètement, toutefois, la démarche d'investissement responsable du FRR demeure surtout formelle et, selon les termes mêmes du rapport annuel, « expérimentale ». Elle ne se traduit pas par des changements visibles dans ses choix d'investissement. D'un côté, son portefeuille comprend toujours un grand nombre d'entreprises ou de secteurs controversés, avec très peu d'exclusions actives, si ce n'est dans le domaine des mines anti-personnel et des bombes à sous-munitions (voir *infra*). De l'autre, les mandats de gestion réservés à des placements « responsables » ne portent que sur une proportion modeste du portefeuille et ne sont pas exempts d'investissements dans des entreprises ou des secteurs controversés⁹.

⁶ Composition complète du Conseil de surveillance : <http://www.fondsdereserve.fr/documents/membres-du-CS-au-19-05-2014.pdf>

⁷ <http://www.fondsdereserve.fr/documents/FRR-RA2013-FR.pdf>

⁸ Composition et profil : <http://www.fondsdereserve.fr/fr/organisation/comite-de-selection>

⁹ Les placements du Fonds de réserve pour les retraites via des OPCVM incluent de nombreux fonds portant des noms séduisants, comme « responsable », « énergies nouvelles », etc. Un examen attentif montre cependant qu'ils incluent souvent les mêmes entreprises que pour les autres actifs du FRR. Le premier de la liste, « Aberdeen Global - Responsible World Equity Fund », compte ainsi parmi ses principaux placements Shell et EOG Resources (ex Enron Oil & Gas).

Initiatives sur le changement climatique et les énergies fossiles

Depuis 2007, le Fonds de réserve pour les retraites a engagé plusieurs études sur l’empreinte carbone de son portefeuille et l’impact à long terme du changement climatique sur son allocation d’actifs.

En termes d’initiatives concrètes, le FRR a lancé en 2014 aux côtés du fonds de pension suédois AP4, d’Amundi et du créateur d’indices MSCI un indice boursier spécifique « bas carbone », dont le principe est de sélectionner des entreprises de tous les secteurs (y compris celui des énergies fossiles) émettant moins de gaz à effet de serre que leurs concurrentes, et de diminuer globalement les réserves de carbone détenues. Selon les informations communiquées lors du lancement de cet indice, l’application de ces critères aurait pour résultat d’exclure plusieurs dizaines d’entreprises, dont Total (pétrole et gaz), BHP Billiton (charbon) et Lafarge (ciment).

Cette initiative reste très limitée pour plusieurs raisons :

- Comme les autres placements « responsables », elle ne porte que sur une proportion réduite du portefeuille (jusqu’à un milliard d’euros, selon les déclarations publiques du FRR à ce sujet). De sorte que le Fonds pourra maintenir par ailleurs des placements substantiels dans des entreprises exclues par cet indice « bas carbone ».
- L’écramage est limité, puisque seules les 20% d’entreprises les moins performantes de leur secteur sont exclues.
- Les objectifs de réduction de 50% des émissions et des réserves de carbone sont à entendre non en valeur absolue, mais rapportés au chiffre d’affaires et à la capitalisation boursière des entreprises respectivement.
- La logique reste exclusivement financière : l’objectif ultime demeure la recherche du rendement, assortie d’une minimisation du « risque carbone ». Les considérations d’intérêt général restent secondaires.

Résultat : l’indice « Global Low Carbon Leaders » de MSCI inclut parmi ses actifs principaux ExxonMobil et Chevron¹⁰ !

La seule prise de position explicite du Fonds de réserve pour les retraites au sujet du désinvestissement des énergies fossiles émane d’un des trois membres du Directoire, Yves Chevalier, qui a jugé cette solution « *pas adaptée* », lui préférant une « *approche complexe* »¹¹.

¹⁰ Source : http://www.msci.com/resources/factsheets/index_fact_sheet/msci-acwi-low-carbon-leaders-index-usd-net.pdf. Ce point est aussi relevé par la récente étude de Novethic, « Les investisseurs mobilisés sur le changement climatique », http://www.novethic.fr/fileadmin/user_upload/tx_ausynovethicetudes/pdf_complets/Etude-carbone-2015.pdf. Notons que MSCI propose aussi des indices excluant entièrement les énergies fossiles.

¹¹ Source : <http://www.novethic.fr/gouvernance-dentreprise/engagement-actionnarial/isr-rse/sommet-mondial-pour-le-climat-142799.html>

Le mouvement mondial de désinvestissement des énergies fossiles

Le mouvement global pour le désinvestissement des énergies fossiles cible les investisseurs institutionnels – universités, fonds de retraite, organisations religieuses, fondations privées, municipalités et autres institutions publiques – pour exiger qu’ils gèlent immédiatement tout nouvel investissement direct ou indirect dans les énergies fossiles, et se désengagent de leurs investissements actuels dans un délai de 5 ans.

Sont particulièrement ciblées les 100 compagnies détenant les réserves potentielles les plus importantes de pétroles et de gaz et les 100 compagnies détenant les réserves potentielles les plus importantes de charbon (voir *supra*).

Initié aux États-Unis, le mouvement s’est maintenant répandu en Europe, en Océanie et dans le reste du monde. Plusieurs dizaines d’universités et collèges, de villes, d’organisations religieuses et de fondations privées se sont déjà engagées en ce sens. La première journée mondiale du désinvestissement a lieu les 13 et 14 février 2015.

Pour plus d’informations : <http://gofossilfree.org/fr/>

Exemples de désinvestissement

* Le *Hampshire College*, Massachussets, États-Unis, a été le premier collège universitaire à se désinvestir des énergies fossiles en décembre 2011. Il avait aussi été le premier collège à se désinvestir des entreprises actives en Afrique du Sud au temps de l’apartheid, en 1977. Sa dotation représente environ 29 millions de dollars.

* La prestigieuse université de *Stanford* a annoncé son désinvestissement du charbon en mai 2014 suite à une campagne des étudiants.

* *L’Université de Glasgow* a été la première université européenne à se désinvestir entièrement des énergies fossiles, en octobre 2014. Sa dotation représente 128 millions de livres sterling.

* *Seattle* a été la première grande ville américaine à déclarer vouloir se désinvestir des énergies fossiles en 2012. Elle a été suivie par *San Francisco*, *Portland* et de nombreuses villes de moindre taille.

* *Rockefeller Brothers Fund*, le fonds philanthropique de 860 millions de dollars géré par la famille Rockefeller, héritiers d'une fortune pétrolière, s'est joint au mouvement de désinvestissement en septembre 2014.

* Dernièrement, le *Fonds de pension du gouvernement norvégien*, qui gère un portefeuille de plus de 850 milliards de dollars, a annoncé s'être désengagé de 22 entreprises en raison de leurs fortes émissions de CO2 : quatorze entreprises d'extraction du charbon, cinq producteurs de sables bitumineux, deux entreprises de ciment et un producteur d'électricité basée sur le charbon.

Au-delà des énergies fossiles

Outre ses émissions de gaz à effet de serre et son impact sur le climat, le secteur des énergies fossiles est régulièrement mis en cause pour son impact sanitaire et environnemental, pour des atteintes aux droits humains et aux droits des communautés dans les zones d'extraction, pour des problèmes de corruption et d'évasion fiscale. Ces problèmes ne peuvent que s'aggraver à mesure que les entreprises du secteur doivent se tourner de plus en plus vers des zones ou des modes de production plus extrêmes, plus coûteux, et plus risqués pour l'environnement. Les sables bitumineux, les gaz et pétrole de schiste, l'offshore profond ou encore la prospection dans de nouvelles régions fragiles comme l'Arctique ou l'Amazonie en constituent autant d'exemples.

En outre, les impacts du changement climatique frapperont principalement les populations les plus vulnérables. La question des énergies fossiles n'est donc pas séparable de celle, plus générale, de l'investissement dans des entreprises controversées pour leur impact social et environnemental ou pour leurs atteintes aux droits humains.

Tabac, armement, casinos et huile de palme

De nombreux investisseurs pratiquent des politiques d'exclusion active de certaines entreprises controversées, à travers l'établissement de « listes noires ». Le Fonds de réserve pour les retraites en a lui aussi établi une, qui contenait 17 entreprises au 31 décembre 2013, exclusivement pour leur implication dans les armes controversées (mines anti-personnel et bombes à sous-munitions).

Cet engagement semble modeste pour un investisseur se voulant « responsable » et ayant la vocation de contribuer à la survie à long terme du système français de protection sociale.

Dans les investissements du Fonds de réserve pour les retraites, on trouve notamment **des investissements importants dans le secteur du tabac**, avec des entreprises comme Altria (4 546 592 euros en actions et 18 642 710 euros en obligations), Philip Morris (3 411 849 euros en actions et 39 137 653 euros en obligations), British American Tobacco (12 956 787 euros en actions et 15 714 748 euros en obligations), Imperial Tobacco (11 354 615 euros en actions et 20 940 337 euros en obligations),

Reynolds (2 578 626 euros en actions et 3 865 103 euros en obligations) ou encore Lorillard (844 115 euros en actions et 5 034 401 euros en obligations). On trouve des investissements similaires, voire supérieurs, dans l'industrie des boissons alcoolisées. Le FRR détient également des investissements significatifs dans le secteur des casinos (Sands, Wynn, MGM Mirage, etc.).

Le Fonds a aussi des participations dans la plupart des grands groupes **d'huile de palme** (First Resources, Golden AgriResources, Indofood Agri, Olam, Wilmar), communément accusées de provoquer une déforestation massive, notamment en Asie du Sud-est.

Enfin, le Fonds de réserve pour les retraites reste très présent dans les entreprises d'armement, notamment les françaises Airbus-EADS (43 215 915 euros en actions), Safran (22 682 324 euros en actions) et Thales (9 347 879 euros actions et 2 296 205 euros en obligations), mais aussi dans d'autres entreprises européennes, américaines ou japonaises.

Entreprises controversées

Plus généralement, le Fonds de réserve pour les retraites détient **des investissements significatifs dans de nombreuses entreprises controversées** dont les pratiques sont dénoncées, à divers titres, par l'opinion publique. L'organisation suisse La Déclaration de Berne a récemment organisé la dernière édition de son prix de la « pire multinationale », visant pour l'édition finale la « pire multinationale de tous les temps » (*Lifetime award*). Toutes les entreprises nominées pour ce prix – finalement remporté par Chevron – figurent au portefeuille du FRR¹².

Les investissements du FRR incluent par exemple des entreprises comme :

* *Monsanto* (12 843 930 euros en actions ; 4 137 161 euros en obligations), dénoncée notamment pour ses produits chimiques polluants et pour sa promotion agressive des organismes génétiquement modifiés (OGM).

* *Goldman Sachs* (10 054 124 euros en actions et 68 150 784 en obligations), banque d'investissement américaine dénoncée pour ses pratiques financières peu scrupuleuses et ses réseaux d'influence.

* *Walmart* (7 279 353 euros en actions et 23 411 938 en obligations), groupe américain de grande distribution, dénoncé pour de multiples atteintes aux droits des travailleurs ainsi que pour l'impact social et environnemental de ses chaînes d'approvisionnement, par exemple dans le secteur textile du Bangladesh.

* *McDonald's* (6 405 924 euros en actions et 9 272 520 euros en obligations) et *Coca-Cola* (23 275 180 euros en actions et 26 151 144 euros en obligations), symboles de la « malbouffe » et de ses impacts sanitaires et environnementaux.

* *Amazon* (2 662 652 euros en actions), *Facebook* (13 265 322 euros en actions) et *Google* (38 090 638 euros en actions), multinationales du web dénoncées pour leurs pratiques agressives d'optimisation fiscale.

¹² Il s'agissait de Goldman Sachs, Dow, Chevron, Glencore, Walmart et Gazprom.

* *Dow Chemical* (1 030 909 euros en actions et 8 520 137 en obligations), qui refuse toujours après 30 ans de reconnaître sa responsabilité dans la catastrophe de Bhopal, de dépolluer les lieux et d'indemniser convenablement les victimes.

* *Mediaset* (1 895 531 euros en actions) et *NewsCorp* (3 585 761 euros en actions et 16 439 809 en obligations), les sociétés de Silvio Berlusconi et Rupert Murdoch respectivement.

L'Observatoire des multinationales

L'Observatoire des multinationales est un média d'information et d'investigation sur les activités des grandes multinationales françaises, et plus généralement sur les enjeux de responsabilité des entreprises et de démocratie économique.

L'Observatoire réalise et publie des enquêtes et des reportages sur l'impact social et environnemental et le rôle politique des grands groupes français, aussi bien en France qu'à l'étranger. Il mène également un travail de veille plus large sur ces questions. Le site de l'Observatoire des multinationales propose des tableaux de bord sur les grands groupes français ainsi que des dossiers thématiques sur des sujets comme l'énergie nucléaire, l'eau, les accords de commerce, le textile ou les paradis fiscaux.

L'Observatoire des multinationales est un projet de l'association Alter-médias, qui publie également le site d'informations environnementales et sociales Basta ! (<http://www.bastamag.net>).

<http://www.multinationales.org>

350.org

350.org est un mouvement mondial décentralisé pour la justice climatique, présent dans 188 pays. Il a été fondé en 2008 aux États-Unis autour de Bill McKibben et opère à travers des campagnes en ligne, la constitution de réseaux militants de terrain et des actions publiques de masse. 350.org a organisé de grandes journées mondiales d'action, depuis la Journée mondiale d'action climatique en 2009 jusqu'à la Marche mondiale pour le climat du 21 septembre 2014 et, aujourd'hui, la Journée mondiale du désinvestissement.

350 réfère au niveau de CO₂ dans l'atmosphère (350 parties par million ou ppm) à ne pas dépasser pour préserver une planète habitable et minimiser les impacts du changement climatique. Le niveau actuel de CO₂ dans l'atmosphère est déjà supérieur à 400 ppm.

En plus d'animer la campagne mondiale pour le désinvestissement des énergies fossiles, 350.org est particulièrement actif dans la lutte contre le projet d'oléoduc Keystone XL aux États-Unis ou encore contre le développement du charbon en Inde.

<http://350.org/fr/>